

22 janvier 2019

Gérald Darmanin, le ministre de l'Action et des Comptes publics, était l'invité de l'émission "Dimanche en Politique" sur France 3, ce dimanche 20 janvier. Il a abordé divers sujets notamment la réforme de la fonction publique qui semble faire débat au sein même du gouvernement.

Europe 1 révélait la semaine dernière qu'au cours du séminaire gouvernemental du 9 janvier, certains ministres s'interrogeaient fortement de l'opportunité de cette réforme en pleine crise sociale.

Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian aurait déclaré « *Il faut peut-être arrêter les bêtises. On a déjà une crise sur les bras, on ne va peut-être pas y ajouter les fonctionnaires* ». Et d'ajouter : « *les agents de l'État ne sont pas forcément des technocrates, ils sont aussi des aides-soignants, des infirmières, douaniers, policiers, etc. Il ne faudrait pas aggraver la situation* »

A la suite de son secrétaire d'État Olivier Dussopt, Gérald Darmanin a dit être déterminé à avancer sur cette réforme de la Fonction Publique, pour proposer un projet de loi au parlement d'ici l'été 2019.

« *C'est une belle réforme ... Je ne crois pas qu'il faille la reporter* » a-t-il déclaré. « *Ce n'est pas une réforme contre les fonctionnaires mais pour les agents publics* », a-t-il poursuivi.

Gérald Darmanin est revenu ensuite sur les diverses dispositions de cette réforme comme le recours aux contractuels, la rémunération au mérite, la formation ou les mobilités.

Et d'ajouter : « *On n'a pas assez fait de choses ces vingt dernières années pour les agents publics. Ils sont mal rémunérés, ils ne font pas de mobilité, ils ne peuvent pas changer d'employeur, ils sont mal formés [...] Nous sommes un mauvais employeur nous l'État* ».

Dans un [communiqué commun](#), 8 organisations syndicales (CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFTC, Fa-Fp, CFE-CGC) - FO n'a pas voulu s'associer - ont demandé le report de cette réforme de la fonction publique pour son contenu, mais aussi en fonction du "grand débat" voulu par le gouvernement en réponse au mouvement des "gilets jaunes". Pour mémoire, l'organisation de l'État et des services publics est un des sujets qui sera débattu dans ce grand débat national.

Cette semaine, une série de bilatérales entre Olivier Dussopt, le secrétaire d'État, et les syndicats de la Fonction Publique sont prévues. Il ne fait pas de doute que l'ensemble des organisations syndicales défendront leur demande de suspension du projet de loi relatif à la fonction publique.

Les syndicats du secteur public ont prévu de se revoir à la fin janvier "pour examiner la situation et envisager les initiatives nécessaires". A suivre ...